

[Imputation budgétaire]  
[Donnée 2]  
[Donnée 3]  
[Donnée 4]



**Ministère de [...]**

**Arrêté n° [...]**

**portant radiation des cadres suite à licenciement pour abandon de poste**

**Le [La] ministre [...],**

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;  
Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre V du livre V de la partie législative ;  
Vu la mise en demeure à l'égard de [M. / Mme] [Nom] [Prénom] en date du (à saisir), restée sans effet,

**Arrêt[e] :**

- Article 1er** : [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [Grade], [Echelon], affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], est licencié[e] pour abandon de poste à compter du [...].
- Article 2** : L'intéressé[e] est radié[e] des cadres à compter du [...]. [Il (Elle)] ne percevra aucune indemnité de licenciement.
- Article 3** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.  
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).
- Article 4** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...]] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]